



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 170

Texte de la question

MOUVEMENTS SOCIAUX

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. André Chassaigne. Monsieur le Premier ministre, en ce jour d'ouverture du congrès des maires, nous voudrions vous remettre quelques rubans tricolores. Car vous êtes fort !

Oui, monsieur le Premier ministre, vous êtes très fort pour annoncer la réforme des régimes spéciaux au nom de l'équité, alors qu'il s'agit d'imposer aux cheminots, aux agents de la RATP et à ceux d'EDF-GDF, de travailler plus longtemps pour gagner moins.

M. Charles de la Verpillière. Ça suffit !

M. André Chassaigne. Vous êtes très fort, monsieur le Premier ministre, pour parler de réformer l'État alors que des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés dans les services publics, avec en prime une baisse régulière du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Vous êtes très fort pour réformer la justice : des centaines de tribunaux sont rayés de la carte sans justification.

Vous êtes très fort pour réformer l'université : vous imposez une réforme au pas de charge pendant l'été, tout en refusant les moyens financiers indispensables.

Vous êtes toujours très fort quand il s'agit d'évoquer l'augmentation du pouvoir d'achat tandis que les prix explosent, que le SMIC stagne, et que vous créez des franchises pour accéder à la santé et même à la justice ! Mais là où vous êtes le plus fort, monsieur le Premier ministre, là où vous méritez vraiment la Marianne d'or, c'est lorsque vous dressez les Français les uns contre les autres... *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. Richard Mallié. Vous êtes mal placé pour en parler !

M. André Chassaigne. ...pour masquer l'essentiel de votre politique : les milliards d'euros de cadeaux faits aux privilégiés à qui vous réservez la plus belle de vos réformes qui consiste à donner toujours davantage aux plus riches au détriment du plus grand nombre.

Dans ce contexte, monsieur le Premier ministre, comment comptez-vous répondre aux revendications exprimées par le mouvement social, et plus particulièrement sur les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites et les franchises médicales ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le député, ceux qui dressent les Français les uns contre les autres, ce sont ceux qui refusent la démocratie, ceux qui refusent le jugement des urnes, ceux qui refusent d'entendre la grande majorité des salariés des entreprises de transport, qui, vous le savez, n'est pas en grève aujourd'hui.

Mais je suis sensible à vos compliments, monsieur Chassaigne : plus j'entends vos critiques, plus je me dis que nous sommes dans la bonne voie ! *(" Bravo ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean-François Copé. Très bien !

M. le Premier ministre. Quelle est en effet la voie que vous nous proposez ? Vous nous proposez de rester le

pays d'Europe où l'on travaille le moins. (*" C'est faux ! " sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Vous nous proposez de rester le pays où certains cotisent quarante annuités pour obtenir une retraite à taux plein et doivent en plus payer soixante euros par an pour financer la retraite de ceux qui partent après trente-sept annuités et demie de cotisation ! Vous nous proposez de rester le pays dont la dette est le premier budget,...

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. À qui la faute ?

M. le Premier ministre. ...celui qui refuse de regarder en face le scandale d'Outreau parce qu'il n'ose pas remettre en cause une carte judiciaire vieille de cinquante ans, (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre*), celui qui accepte que l'université continue de perdre sur les deux tableaux, sur celui de l'excellence comme sur celui de la démocratisation, celui qui laisse ses entreprises perdre des parts de marché parce qu'elles sont les plus imposées parmi les pays les plus développés !

Nous, monsieur Chassaigne, nous avons choisi de faire exactement le contraire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Nous avons choisi de sécuriser le régime de retraite de tous les Français, nous avons choisi de réformer l'État pour le rendre plus efficace, nous avons choisi de donner à l'université l'autonomie et les moyens dont elle a besoin pour assurer sa réussite, nous avons choisi d'encourager la modération salariale en proposant la modulation des allègements de charge, nous avons choisi de rendre la confiance aux Français en respectant tous nos engagements. Je comprends que, pour vous, ce genre de promesse soit difficile à tenir, vous qui avez soutenu en 1997 un gouvernement de gauche qui a battu tous les records de privatisation de la Ve République. (*" Bravo ! " et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Monsieur Chassaigne, je ne sais pas si je mérite la Marianne d'or, les Français le diront. Mais une chose est sûre : aux dernières élections, ils ne vous ont donné ni la Marianne d'argent ni même la Marianne de bronze. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

M. Jean-Pierre Brard. C'est faible !

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 170

Rubrique : Retraites : régimes autonomes et spéciaux

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 21 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 2007